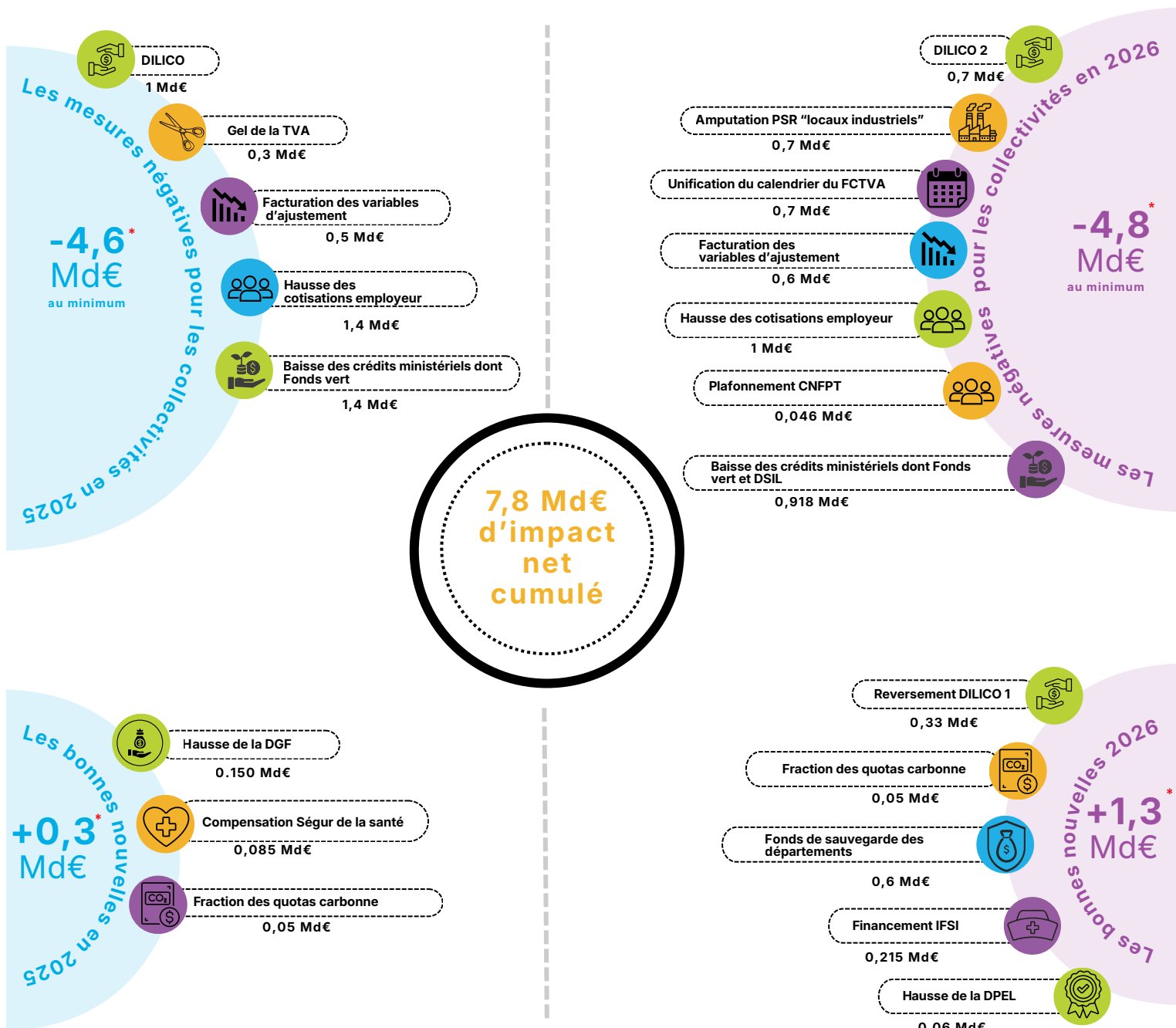


L'IMPACT DE LA LFI 2026

UNE FACTURE QUI NE CESSE DE S'ALOURDIR POUR LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

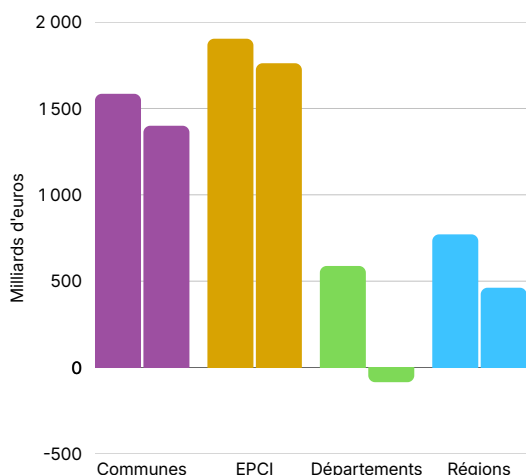


918 M€

La contribution nette de France urbaine en LFI pour 2026

soit **26%** de la contribution nette des collectivités pour la Loi de finances pour 2026.

UN IMPACT DIFFÉRENCIÉ ENTRE LES STRATES DE COLLECTIVITÉS



La Loi de finances pour 2026 a touché principalement le bloc communal.

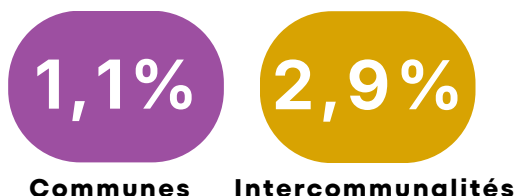
Le graphique ci-contre propose la comparaison entre la contribution brute (colonne de gauche, soit les mauvaises nouvelles de la LFI) et la contribution nette (retraitée des bonnes nouvelles de la LFI en colonne droite) de chaque niveau de collectivité territoriale (en M€).

DES MESURES DÉSÉQUILBRÉES PÉNALISANT LES EPCI

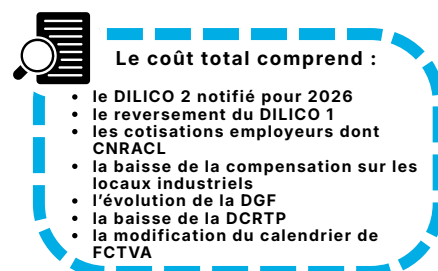
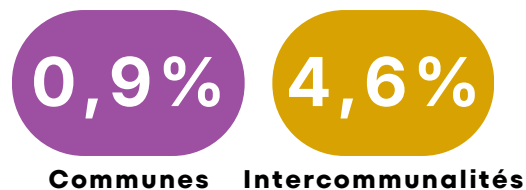
La loi de finances pour 2026, dans la continuité de celle de 2025, a accentué la différence d'impact entre les communes et les EPCI.

Impact en % des recettes réelles de fonctionnement

en Loi de finances
pour 2025



en Loi de finances
pour 2026



L'IMPACT DES CRÉDITS MINISTÉRIELS SUR LES SERVICES PUBLICS LOCAUX : L'ACCUMULATION DES MESURES

Du fait de l'interdépendance des financements des services publics nationaux et locaux, l'impact des baisses des crédits ministériels sur les collectivités est indéniable.

Malgré la complexité de documenter de manière exhaustive l'impact pour les collectivités de la baisse des crédits ministériels, la cour des comptes s'est prêtée à l'exercice.

918 M€

du budget de l'Etat qui était destiné au soutien des politiques publiques locales qui ne le sont plus pour 2026

*Tableau 17 p. 142 du rapport Les Finances publiques locales de juillet 2026 de la Cour des Comptes

En voici donc quelques exemples :



Les crédits liés à la politique de la ville sont en baisse entre 2024 et 2026 de 6%.

Les crédits liés au volet prévention des politiques de sécurité (FIPD) accusent une baisse de 31% entre 2024 et 2026.



48% de baisse des crédits de promotion du sport pour tous entre 2024 et 2026 dont le soutien à la rénovation des équipements sportifs.

LES MEMBRES DE FRANCE URBAINE : RÉACTIONS ET STRATÉGIES (ÉTUDE RÉALISÉE EN JUIN 2026 AUPRÈS DES ADHÉRENTS DE FRANCE URBAINE)

Une méthode à rebours des objectifs de la nation de réduction du déficit public et d'accélération de la transition écologique.

67 %

des collectivités prévoient d'augmenter leur recours à l'emprunt

des collectivités repoussent ou lissent leurs investissements dans le temps

66 %

20 %

des collectivités renoncent à des projets d'investissement

Pour rappel : 19 Mds€* d'investissement par an sont nécessaires pour atteindre nos objectifs de décarbonation d'ici 2035.66 %

*Source : étude I4CE, 2024

Sur le périmètre du service public

23 % vont modifier leurs politiques tarifaires et ajuster leurs contributions à leurs satellites

23% également vont baisser leur contributions aux associations sur le territoire

Dégradation des ratios financiers

86 %

des collectivités anticipent une dégradation de leurs ratios financiers